

Quelle politique de recherche et d'innovation en France : table ronde

Christian LAJOUX, Président désigné du LEEM

Noël RENAUDIN, Président du CEPS

Catherine TRENQUE, Chef de Division Pharmacie – DGE – MINEFI

Philippe POULETTY, Président France Biotech

Noël RENAUDIN : Je souhaite exercer un droit de réponse à M. Marc GILIBERT qui vient de commenter les chiffres de l'année 2005.

J'ai effectivement dit que la croissance des dépenses avait été anormalement rapide en 2005 compte tenu des réformes en cours. Les mesures prises visent à faire baisser la croissance de 4%, pour parvenir à 6%-4%, soit 2% de croissance. Or, en 2005, le chiffre de la croissance a atteint environ 5%. Ceci nous montre que les dépenses flambent dans les domaines où on ne met en œuvre aucun mécanisme de régulation.

En ce qui concerne le mode de calcul des économies attendues sur le marché des génériques, je tiens à rappeler que les pouvoirs publics ont constitué des groupes de réflexion sur ce sujet : les acteurs se sont mis d'accord pour retenir ce mode de calcul. Le taux tendanciel reste une moyenne. Il ne permettait pas de prévoir que les pharmaciens feraient porter le maximum de leur effort sur les groupes génériques pour lesquels ils gagnent le plus d'argent.

Enfin, le mois de janvier 2006 ne s'annonce pas bon car les chiffres ne tiennent pas compte des stockages de génériques qui ont été faits en décembre.

Question : Monsieur LAJOUX, en tant que Président du LEEM et de Sanofi-Aventis, quel avenir voyez-vous pour la recherche en France ?

Réponse : il existe des difficultés pour l'industrie du médicament en France, derrière l'augmentation du chiffre d'affaires, il y aura bien un coût à payer pour les patients. Nous devons intégrer un principe de réalité et combiner la dimension industrielle à la logique économique. Le contexte dans lequel nous exerçons notre métier devrait favoriser notre capacité d'attractivité et notre compétitivité, autant de moteurs pour le développement de la recherche et de nos capacités de production.

J'ajoute que les biotechnologies concernent également la production des vaccins, et qu'à ce titre, Sanofi-Pasteur est la première entreprise de biotechnologie en France.

Question : Monsieur POULETTY, la France ne serait-elle pas mure pour les biotechnologies ?

Réponse : je suis installé aux Etats-Unis depuis des années et j'y ai implanté plusieurs sociétés de biotechnologies, dont certaines cotées au NASDAQ. Depuis des années, la France mène une politique économique incapable de créer de la croissance car elle favorise l'inactivité au dépend de l'activité. Si la France bénéficiait d'une croissance à 4%, il n'y aurait nul besoin de taxer les industriels et les

médecins. La hausse des dépenses est normale : elle est conjoncturelle et correspond à la mise sur le marché de produits innovants ; ce qui est anormal, c'est la croissance molle en France.

La politique industrielle de la France ne permet pas de fabriquer des PME qui deviendront grandes, et pas seulement dans le domaine des biotechnologies. La formation universitaire n'est pas adaptée : elle n'est ni élitiste ni compétitive.

Enfin, d'un point de vue financier, aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni, les fonds de pension investissent 15% dans les PME de hautes technologies. En France, 0,7% des actifs de l'assurance vie sont aux PME, tous secteurs d'activités confondus.

Question : Madame TRENQUE, quelles réponses peut apporter la DGE ?

Réponse : il existe un potentiel de développement en France. La croissance américaine répond à des équilibres macro-économiques qui ne sont pas comparables à ceux que nous connaissons en France. Les politiques d'accès aux soins par exemple n'y sont pas comparables.

Il me semble que le problème en France est du à un manque de capacité à prendre des risques. Il existe de très nombreuses petites PME en France vers lesquelles les capitaux-risqueurs ne viennent pas.

Nous avons un certain nombre de réponses, pôles de compétitivité, crédit impôt recherche. La prise de conscience s'est donc faite et le gouvernement a pris des mesures qui doivent se traduire dans les faits. Cependant le problème reste bien celui des capitaux.

Philippe POULETTY : Chaque gouvernement successif a proposé sa solution. Nous demandons une réforme visant à développer le relais boursier. Il convient de prendre la mesure des besoins pour stabiliser l'écart que nous avons avec les autres pays. L'assurance vie et les PERP devraient engager 4% de leurs actifs dans les PME de biotechnologie.

Christian LAJOUX : Il n'est pas obligatoire d'aller en Californie pour réussir ! Sanofi-Aventis est le troisième international, né de rien il y a trente cinq ans ! Ceci montre qu'il y a bien une place pour bâtir en France une industrie du médicament à dimension internationale. Nous avons une tradition pharmaceutique en France, il s'agit de la préserver. Les industriels du médicament ne demandent pas d'aide, ils souhaitent seulement être libres de travailler.

Noël RENAUDIN : Les raisons pour lesquelles le développement de la recherche varie d'un pays à l'autre sont bien évidemment multifactorielles. Je n'ai pas de commentaires à faire sur les moyens financiers à mettre en œuvre pour développer les biotechnologies en France. En revanche, j'insisterais sur l'accueil qui est réservé à ces produits innovants : la France est le pays présentant la meilleure situation dans le monde pour la mise à disposition à un prix acceptable des produits innovants aux patients qui en ont besoin.

Le gouvernement conduit actuellement une politique de réforme. Personne ne prétend que le marché pourra se développer avec 1% de croissance des dépenses. Cependant, le « bon taux » de croissance de la dépense permettant de développer la recherche n'est pas connu.

Nous avons souhaité engager des économies sur les gaspillages, c'est pourquoi les efforts demandés ont porté sur les génériques, les pharmaciens officinaux, les brevets non récents des industriels et dans une moindre mesure sur les médecins qui doivent cadrer leurs prescriptions. Nous entendons mener une politique de baisse des dépenses sans attenter à la Santé Publique ni à l'économie de la France.

Christian LAJOUX : Les intentions du gouvernement ont été bien comprises par les industriels, cependant les deux à trois années de récession économique à venir risquent d'être fatales pour l'attractivité et la compétitivité de l'industrie pharmaceutique en France. Nous sommes confrontés à un changement d'approche et la France perd sa place et ses atouts. Les cycles se construisent sur cinq ans, en trois ans on organise une crise de l'investissement.

Philippe POULETTY : Le gouvernement a choisi de mettre en œuvre des réformes dont les effets indésirables électoraux sont faibles. Ne faudrait-il pas mener une véritable politique franche et s'attaquer par exemple aux arrêts de travail ?

Catherine TRENQUE : Le gouvernement est à l'écoute des industriels et veille aux équilibres financiers le mieux possible, quitte parfois à mélanger l'eau et le feu ! Il appartient au gouvernement de prendre des décisions, notre mission est de les appliquer.